

Les regards britanniques sur la culture et l'action culturelle françaises en Angleterre à la veille de la Seconde guerre mondiale



Charlotte Faucher

Queen Mary, Université de Londres, Royaume-Uni
c.i.faucher@qmul.ac.uk



Reçu le 17-07-2013/Accepté le 11-09-2013

Résumé

En mars 1939, la visite officielle du président de la République française, Albert Lebrun, à Londres s'effectue dans un contexte de tensions européennes et de remise en question de l'attitude passive de l'Angleterre et de la France vis-à-vis de l'Allemagne. A Londres, Lebrun n'échappe pas au rôle traditionnel du président de la République et enchaîne les réceptions, inaugurations et visites de diverses institutions, laissant le soin à son ministre des Affaires étrangères, Bonnet, de discuter de la situation internationale avec ses homologues britanniques. A travers les quelques jours de Lebrun à Londres, la presse britannique offre une image de la présence culturelle française dans la capitale culminant lors de l'inauguration des nouveaux bâtiments de l'Institut français du Royaume-Uni et de son lycée (futur lycée Charles de Gaulle) par le président et la princesse royale. En 1939, l'action culturelle française à l'étranger s'inscrit dans la continuité de la politique d'expansion menée par le Front populaire. La venue de Lebrun à Londres offre donc un arrêt sur image de l'état de la culture française à Londres et une tribune aux journalistes et intellectuels du pays pour analyser l'action culturelle française en Angleterre, et, par un effet miroir, questionner la présence culturelle anglaise dans le monde.

Mots-clés : France, Grande Bretagne, action culturelle française à l'étranger, Institut français du Royaume-Uni, Front populaire, Seconde guerre mondiale

British Portrayals of French Culture and Cultural Policy in England before the Second World War

Summary

In March 1939, the president of the French republic Albert Lebrun visited London amid rising tensions in Europe and a re-assessment of France and Britain's passive attitudes towards Germany. Whilst Lebrun fulfilled his presidential duties, attending receptions and inaugurations and visiting various institutions, discussions with his British counterparts about the international situation were left to the minister of Foreign Affairs, Georges Bonnet. Lebrun's visit drew the media's attention to French culture in London. The inauguration of the new buildings of the French cultural institute by Lebrun and the Princess Royal received wide coverage in the press. In 1939, French cultural action abroad followed on from the expansionist cultural policy led by the Popular Front. Lebrun's visit provides an insight into French culture in London at the time. It provoked discussions amongst British journalists and intellectuals about France's cultural policy in Britain, and, by extension, an assessment of Britain's cultural presence in the world.

Keywords : France, Britain, French cultural policy abroad, French cultural institute in Britain, Popular Front, Second World War

Le 21 mars 1939, partis de Calais à bord du « Côte d'Azur », Albert et Marguerite Lebrun furent accueillis officiellement à Douvres, d'où ils rejoignirent Londres pour rencontrer le roi Georges VI et sa femme la reine Elizabeth. Ils étaient accompagnés de Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères qui devait s'entretenir avec son homologue Lord Halifax. Le même jour, l'Allemagne hitlérienne annonça son intention d'annexer le territoire de Mémel en Lituanie, tout en exigeant de nouveau que Dantzig lui soit restitué. La semaine précédente, un gouverneur allemand avait été installé à Prague (Bell, 1996 : 223).

Durant l'entre-deux-guerres, Français et Britanniques furent loin de partager une vision unique du comportement à adopter face à l'Allemagne, comme en témoignent les discussions qui s'étaient tenues autour du Traité de Versailles ou encore du désarmement au début des années 1930. Ces désaccords fragilisèrent les relations franco-britanniques dans la première moitié de la décennie. Sous le Front populaire, les divergences franco-britanniques se cristallisèrent autour du débat sur l'apaisement puisque la Grande Bretagne continua de développer l'idée qu'il fallait à tout prix éviter d'exclure l'Allemagne des discussions européennes (Ulrich-Pier, 2004 : 80-3). Néanmoins, des anglophiles et francophiles arrivèrent progressivement au pouvoir : Léon Blum et Yvon Delbos, ministres des Affaires étrangères entre juin 1936 et mars 1938 et de l'autre côté de la Manche, Anthony Eden.

La visite de Lebrun à Londres en mars 1939 fait écho à celle que les souverains britanniques avaient effectuée en juillet 1938 à Paris et qui avait réaffirmé l'entente franco-britannique ainsi que de la puissance des démocraties contre les dictatures (Cornick, 2011). Martyn Cornick montre dans l'article qu'il consacre à la visite de Georges VI et Elizabeth à Paris que ce séjour débuta et se conclut sur des commémorations liées à la Grande Guerre, motif qui disparaît complètement en mars 1939. La culture fut également mise à l'honneur, notamment à travers une série de conférences sur la France organisées à l'Institut britannique de la Sorbonne (aujourd'hui Ulip, University in London, Institute in Paris), alors dirigé par Harley Granville-Baker (Cornick, 2011 : 157).

Cet article propose de former un diptyque avec l'étude de Martyn Cornick en analysant la visite d'Albert Lebrun à Londres à la fin du mois de mars 1939, quelques jours avant sa réélection à la présidence de la République française le 5 avril 1939. Cette association entre les deux visites, soulignée par de nombreux journaux, est loin d'être artificielle, Albert Lebrun faisant lui-même le lien entre juillet 1938 et mars 1939 lors de son discours à Buckingham Palace : « Aux acclamations qui montaient du Paris ensoleillé de *juillet ont répondu celles qui jaillissaient aujourd'hui du cœur de Londres.* » Il semble en outre que s'opéra à cette période un glissement dans la relation entre les deux pays : on sort du registre unique de l'Entente cordiale pour passer à celui de l'alliance des démocraties contre les dictatures, des alliances avec les pays d'Europe centrale. A la veille de la Seconde guerre mondiale, alors que la France et l'Angleterre prenaient conscience que la politique d'apaisement ne pouvait durer, ce n'était plus seulement la relation bi nationale qui était mise en avant, mais plus largement, l'alliance des pays démocratiques contre l'Allemagne et l'Italie, celle-ci trouvant racine dans l'Entente cordiale et la

culture commune de la France et de la Grande Bretagne.

Au-delà de la comparaison avec l'étude proposée par Martyn Cornick sur la venue du couple royal en France en juillet 1938, le séjour londonien des Lebrun s'offre comme un prisme pour étudier l'état des relations culturelles franco-britanniques quelques mois avant la guerre, ainsi que l'image qu'avaient les Britanniques, à la fin des années 1930, de l'action culturelle française. En effet, à l'occasion de sa venue à Londres, Albert Lebrun inaugura le nouveau bâtiment de l'Institut français du Royaume-Uni (IFRU), dans l'ouest de la capitale. L'IFRU, toujours situé dans ce bâtiment, fêta son centenaire en 2010. Depuis sa création par Marie d'Orliac, auvergnate alors âgée d'une vingtaine d'années, l'Institut a vu défiler un grand nombre de présidents, de Raymond Poincaré jusqu'à plus récemment, Jacques Chirac.

On s'attachera ici à analyser le regard du public britannique sur la culture française proposée à Londres à travers les articles publiés en avril 1939, mais aussi la vision britannique de la politique culturelle française en Grande Bretagne. Une fois passée l'admiration de l'éclat de la culture française à Londres, les journalistes du pays effectuent un mouvement de repli sur leur pays, évaluant, par un effet de miroir, l'expansion culturelle de l'Angleterre dans le monde et en France.

L'association des démocraties contre les dictatures

La visite de Lebrun à Londres, à la fin du mois de mars 1939, est la sixième du genre sous la troisième République, et Lebrun lui-même s'était rendu en Angleterre pour assister aux funérailles de Georges V, en janvier 1936. Il succéda à Emile Loubet, venu à l'occasion des préparatifs de la signature de l'Entente cordiale en 1903, puis Armand Fallières, qui avait visité l'exposition Franco-britannique de 1908. Raymond Poincaré avait fait deux visites officielles en juin 1913 puis en novembre 1919, et enfin Gaston Doumergue, accompagné d'Aristide Briand, s'était rendu à Londres en mai 1927.

Depuis la visite de Georges VI à Paris en juillet 1938, la situation internationale s'était détériorée et la division « démocraties contre dictatures », accentuée par la guerre civile espagnole, était devenue un refrain lancinant de la politique internationale. Pour autant, la France et la Grande Bretagne n'avaient mis aucune politique en place pour contrecarrer l'expansion de l'Allemagne en Autriche puis en Tchécoslovaquie. Les accords de Munich, qui eurent lieu deux mois après la visite de Georges VI à Paris, symbolisèrent cette attitude passive qui satisfaisait tout autant l'opinion publique que la majorité du monde politique. La France, bien que poursuivant ses propres intérêts, notamment au sujet du réarmement du pays, adopta une position passive vis-à-vis de l'Angleterre, laissant le gouvernement britannique prendre les devants. Ce ne fut vraiment qu'en mars-avril 1939, dans les semaines qui suivirent la venue de Lebrun à Londres, que les deux pays convinrent de l'inefficacité de leur politique d'apaisement (Ulrich-Pier, 2004 : 85).

Officiant à leur tâche « d'inauguration des chrysanthèmes » pour reprendre l'expression forgée durant l'entre-deux-guerres, les présidents de la troisième

République eurent un rôle essentiellement représentatif et un pouvoir limité (Azéma et Winock, 1976 : 175). Le séjour de Lebrun ne fit pas exception. Au programme : l'inauguration de l'IFRU, des réceptions telles que le dîner à Buckingham Palace, la rencontre avec le Lord Mayor et la soirée donnée par les Lebrun à l'ambassade de France en l'honneur du roi et de la reine. Traditionnellement, ces visites sont l'occasion pour les chefs d'état de rencontrer la communauté française de Londres. Ainsi, Lebrun, à l'image de Doumergue en 1927, se rendit à l'hôpital français de Londres. Le président assista également à une réception organisée à la National Gallery par les United Associations of Great Britain and France durant laquelle il discuta avec les représentants de diverses associations franco-britanniques.

La Grande Bretagne avait organisé la mise en scène de sa grandeur et de sa puissance qui devait illustrer l'enthousiasme du pays à recevoir les représentants français. Londres se mit aux couleurs françaises, les rues furent pavoisées de fanions bleu, blanc, rouge et le couple présidentiel fut accueilli par une foule très nombreuse regroupée à la gare de Victoria et autour de Buckingham Palace (Pathé, 1939). L'effervescence ne se limita pas à la capitale puisque la British Broadcasting Corporation mit en place une grille de programmes franco-britanniques. Durant les trois jours que dura la visite, on put, entre autres, entendre les hymnes nationaux des deux pays joués par la garde républicaine et la musique militaire britannique ainsi qu'une émission intitulée *Paris-Londres* présentée depuis Londres par Gracie Fields et depuis Paris par Maurice Chevalier (*The Observer*, 12 mars 1939).

Au cours du dîner organisé par Édouard VI le soir de l'arrivée du couple présidentiel, Lebrun, président issu de la droite modérée, traça les grandes lignes de sa venue, qui correspondaient à celles que Martyn Cornick avait mises en avant pour le voyage « aller », à savoir la réaffirmation des liens entre les deux pays dont l'amitié aiderait au rétablissement de la « confiance internationale ». Dans ce contexte de tensions, la culture française et l'action culturelle de la France à Londres furent néanmoins mises en avant : la présence culturelle française fournissait un terreau propre à la croissance d'une entente franco-britannique et aux idées de liberté et de démocratie.

Concluant sur les visites royale et présidentielle de 1938-9, l'intellectuel Sisley Huddleston afficha un optimisme engagé quant à la relation de la France et de l'Angleterre :

*« Leurs divergences passées sont importantes et sérieuses, et il est possible que des divergences apparaissent dans le futur. Mais dans l'état actuel du monde, et sans aucun doute pour un temps encore assez long, [la France et l'Angleterre] sont et se doivent d'être indissolublement jointes et doivent agir d'une seule voix sur le champ international. »*¹ (Huddleston, 1939).

La culture française à Londres à la fin des années 1930

Le terme « culture », qui entra progressivement dans le vocabulaire français au milieu des années 1930 comme le rappelle Pascal Ory, sera principalement utilisé dans cette section comme « culture régée, ensemble des actions culturelles organisées dans le cadre de la cité » (Ory, 1994 : 17-18). L'expression

« action culturelle » apparaît d'autant plus pertinente que nous proposons ici de faire l'étude d'une culture exogène en terre britannique. Plus spécifiquement, il s'agit d'analyser la culture portée par les conférences, la littérature, le théâtre et la langue française, qui étaient les piliers de l'action culturelle extérieure mise en place par l'État français dans les années 1930 et que cristallisait le programme de l'Institut français du Royaume-Uni. Le financement d'instituts français par l'État (via des universités françaises) n'était évidemment pas le seul moyen d'action culturelle de la France qui reposait, à la fin des années 1930, sur un réseau diplomatique ainsi que sur des initiatives privées.

Le Service des œuvres françaises à l'étranger (SOFÉ), fondé au sein du Ministère des affaires étrangères (MAE) en 1921, ainsi que l'Association française d'action artistique (AFAA) créée l'année suivante et qui dépendait alors à la fois du MAE et du Ministère de l'instruction publique étaient les éléments principaux du réseau gouvernemental d'action culturelle à l'étranger. Ces deux organes géraient les relations avec les centres culturels, alliances et instituts français à l'étranger et participaient à la mise en œuvre d'expositions ou de tournées théâtrales ou musicales (Roche et Piniau, 1995). Par ailleurs, le Front populaire avait donné les moyens à la politique artistique française à l'étranger de se mettre véritablement en place, culminant sous le second ministère Blum (13 mars 1938-8 avril 1938). La France avait alors connu pendant 28 jours, et pour la seule fois de son histoire, un Ministère de la propagande qui avait pour but de définir l'action culturelle extérieure et de véhiculer une image positive du pays. Cela devait s'effectuer grâce au renforcement de l'enseignement du français à l'étranger et à la présence de bibliothèques. Plus largement, sous le Front populaire, le SOFÉ et l'AFAA virent leurs crédits augmenter de façon substantielle (Ory, 1994 : 524-5). Dès juillet 1936, Yvon Delbos évoquait le projet d'une politique du livre inédite afin de promouvoir « l'expansion intellectuelle française à l'étranger »². En plus d'étoffer les étagères des bibliothèques des instituts et centres culturels français à l'étranger, le gouvernement du Front populaire donna la possibilité à certaines institutions hors de France, universitaires et de recherche d'une part, et bibliothèques publiques d'autre part, de commander gratuitement des livres à partir d'une liste pré établie par la SOFÉ. Il ne s'agissait donc pas seulement de pallier les restrictions budgétaires de 1935-6 en permettant aux institutions étrangères de s'abonner à quelques revues ou journaux français, comme cela avait été le cas depuis la fin des années 1920. L'action envisagée était d'une tout autre envergure. Elle fut accélérée par un programme similaire mis en place par l'Allemagne d'Hitler qui fit don de plus de 2 600 livres, dont *Mein Kampf*, à l'Institut de recherches historiques de l'Université de Londres, en vue de créer une salle dédiée à l'histoire allemande (*Daily Telegraph*, 13 mars 1937).

En Angleterre, ce projet extraordinaire de diffusion du livre français fut délégué à Denis Saurat, directeur de l'Institut français du Royaume-Uni depuis 1924 et professeur à King's College, Londres, depuis 1926. Sa tâche consistait à envoyer une longue liste d'ouvrages aux institutions éducatives britanniques, lesquelles s'étant vu attribuer un crédit, passaient commande auprès de Saurat qui procédait ensuite aux dons via l'IFRU au nom du gouvernement français.

Ainsi, un crédit de 852 000 Francs fut accordé à l'Angleterre et réparti entre une trentaine d'institutions. Les plus petites telles que la Young Women's Christian Association reçurent 3 000 Francs tandis que 150 000 Francs furent octroyés à l'IFRU, ou encore 50 000 Francs à l'Institut de recherches historiques de l'Université de Londres (Centre des archives diplomatiques de Nantes, 378 PO CH 608 Propagande). La visite de Lebrun se situe donc dans une période de rayonnement de la culture française en Angleterre soutenu par une politique culturelle intense et matérialisé entre autres par la construction de nouveaux bâtiments dédiés à la culture française à Londres.

Si les associations culturelles françaises privées avaient été très nombreuses dans la capitale au début du siècle - on en recensait plus d'une vingtaine, les unes proposant des conférences, les autres de la musique, du théâtre, ou encore du sport ou des rassemblements religieux (Rapoport, 2013) - à la fin des années 1930, l'IFRU était parvenu à s'imposer comme centre de la culture française. La Fédération britannique de l'Alliance Française battait de l'aile et concentrait son effort dans ses centres provinciaux, organisant généralement ses conférences londonniennes en partenariat avec l'IFRU.

A l'IFRU, en plus des cours de licence organisés dans le cadre de l'accord avec l'Université de Lille, le grand public francophile avait pu assister en 1939 à de courtes pièces de théâtre et sketches donnés par deux sociétaires de la Comédie Française. A cette période, la diffusion du français se faisait majoritairement par le biais de conférences littéraires, artistiques, et plus rarement politiques. Quelques semaines après la venue de Lebrun, Sir Samuel Hoare, homme politique conservateur et signataire du pacte Hoare-Laval en 1936, réaffirmait à l'IFRU à l'occasion d'une conférence qu'il donna sur Stendhal l'importance des accords de Munich. Pour Hoare, l'esprit de Stendhal, empreint de la richesse de la culture européenne, avait prévalu sur l'effondrement de l'Europe qui aurait été l'inévitable conséquence d'une politique agressive contre Hitler (Murry, 1939). Durant le trimestre du printemps 1939, des conférences scolaires furent organisées sur le thème des régions de France pour les élèves de français des écoles londonniennes. De la même manière, des professeurs de l'Institut donnaient fréquemment des conférences à King's College, Londres. Les sujets abordés à l'IFRU étaient éminemment classiques. Ainsi, les professeurs de l'Institut français, agrégés pour la plupart, couvraient des auteurs tels Labiche dont *Le voyage de Monsieur Perrichon* avait été ajouté au répertoire de la Comédie Française en 1906 ou encore Flaubert (Programme des cours publics de l'IFRU, avril - juin 1939). Par ailleurs, l'IFRU avait inauguré dans les années 1920 un élargissement de son action culturelle, tant au niveau du public à travers des conférences au Working Men's College dans le nord de la capitale que de la géographie, puisqu'il comptait quatre centres en province (Rapport sur le fonctionnement de l'Institut durant l'année scolaire 1925-6, CADN 378 PO CH 273 Institut français du Royaume-Uni 1925-36).

Au-delà de cette riche programmation, la culture française à Londres était mise à l'honneur par le biais d'expositions ou de représentations théâtrales telles que celles qui furent données par la Comédie Française au Savoy en mars 1939. Le journaliste du *New Statesman and Nation* nota avec regret : « Evidemment que l'on souhaiterait voir Phèdre ou Britannicus, L'Avare ou Le

Misanthrope, et des pièces contemporaines de Claudel ou Mauriac, Giraudoux ou Cocteau. »³ Au lieu de cela, on proposa au public britannique *L'École des Maris*, une des premières pièces de Molière, et deux pièces de Musset que l'on jugea meilleur poète que dramaturge. Ce fut plutôt la qualité des acteurs, dont Madeleine Renaud, qui enchanta le critique (*The New Statesman and Nation*, 11 mars 1939).

S'il paraît trop ambitieux de pouvoir étudier ici les différences entre la culture française accessible en Angleterre et celle de la métropole, on peut garder à l'esprit que certains Français formulèrent l'idée qu'à travers la culture, il fallait présenter la France sous son meilleur jour. Déjà en 1938, des commentateurs s'étaient étonnés que l'on ait montré au roi Georges VI alors en visite à Paris *On ne saurait penser à tout*, une pièce de Musset mettant en avant l'inconstance des Français (Cornick, 2011 : 158). Au début du siècle, Alexandre Bouchard, critique dramatique pour *La Revue française*, magazine littéraire français publié à Londres, avait averti :

« *J'attire tout particulièrement l'attention des directeurs sur le choix de leurs pièces; qu'ils ne s'attardent pas, pour commencer, à monter ce que j'appellerais des pièces d'exception; les parisiens, en leur scepticisme je m'en fichiste, les prennent pour ce qu'elles valent, mais d'autres publics moins avertis sont tentés de les prendre au sérieux. (...) Notre amoralité littéraire qui n'est à Paris qu'un spirituel paradoxe ne doit pas être un article d'exportation.* » (*La Revue française*, 4, 1913).

Analyser la culture française dans un pays étranger, aussi bonnes que soient les relations de la France avec celui-ci, revient alors à étudier le processus de projection et la sélection, consciente ou non d'une certaine forme de culture, opérée par les porteurs de culture (l'État, les individus, les associations, les intellectuels), ces éléments se croisant avec les conceptions et les attentes du peuple récepteur de cette culture.

La « diplomatie culturelle » que les politologues, historiens et diplomates conceptualiseront dans les décennies à venir ne s'articulait pas uniquement autour d'actions étatiques mais transparaissait dans l'effort d'associations fondées par des locaux ou des Français qui avaient pour but de faire connaître la culture française. Évidemment, le milieu éducatif, du primaire au supérieur, ainsi que l'enseignement populaire participèrent à la diffusion de la culture française. Plus largement, la culture française, en tant cette fois que « culture vécue » (Ory, 1994 : 17), reposant sur un système de valeurs, des pratiques, une identité propre, se retrouve au cœur de la (des) communauté(s) française(s) vivant en Angleterre.

L'inauguration du nouveau bâtiment de l'Institut français du Royaume-Uni - regards sur la culture française à Londres en 1939

Sans aucun doute on observait une grande diversité culturelle française présente dans la capitale à cette période, et il serait trop ambitieux en un article de pouvoir couvrir tout ce champ. On pourrait d'ailleurs songer à inclure dans de futures recherches une analyse du public auquel s'adressait l'action culturelle française, car, comme le rappelle Philip M. Taylor dans l'introduction

à son ouvrage sur la « projection » de la Grande Bretagne à l'étranger, toute propagande nécessite une audience (Taylor, 1981 : 1).

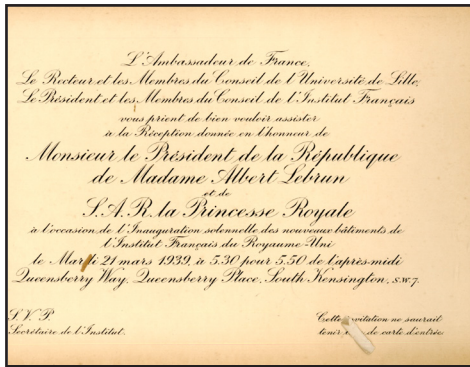


Figure 1 Invitation à l'inauguration de l'Institut français du Royaume-Uni (mars 1939), version bilingue. (Archives de l'IFRU)

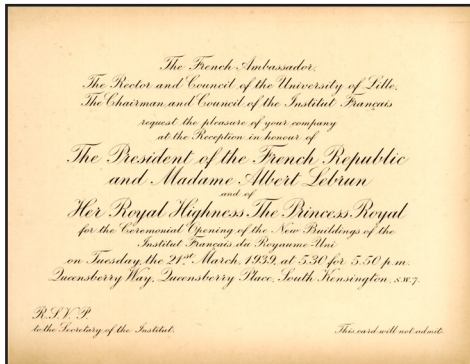


Figure 2 Invitation à l'inauguration de l'Institut français du Royaume-Uni (mars 1939), version bilingue. (Archives de l'IFRU) version anglaise

Arrivé à Londres au milieu de l'après-midi du 21 mars 1939, le couple présidentiel, accompagné de Mary, la princesse royale, sœur du roi Georges VI, inaugura quelques heures plus tard les nouveaux bâtiments de l'Institut français du Royaume-Uni financés à hauteur de 15 millions de Francs par une loi de 1931 votée par le Sénat.

Les contemporains s'accordèrent à pointer le symbolisme de l'association de la France et du Royaume-Uni incarné dans les bâtiments de l'IFRU et du lycée. Cette collaboration - ou plutôt juxtaposition architecturale, qui fut loin d'être cordiale à en juger par la correspondance échangée entre les deux architectes - donna un curieux résultat (A-IFRU, Dossier sur la construction des nouveaux

bâtiments et leur budget). Le bâtiment du lycée, conçu par l'architecte anglais, Sir Albert John Thomas, était de style imposant et georgien. Le Français Patrice Bonnet, prix de Rome en 1907 et architecte en chef-conservateur du domaine de Versailles dès 1925, fut en charge du bâtiment de l'institut. Il choisit de construire dans une rue où s'enchaînaient des maisons blanches victoriennes, un bâtiment de style Art Déco en brique rouge, influencé par le gothique toulousain et l'architecture mauresque, structuré par de nombreuses fenêtres et autres vitraux (Chevalier, 2012).

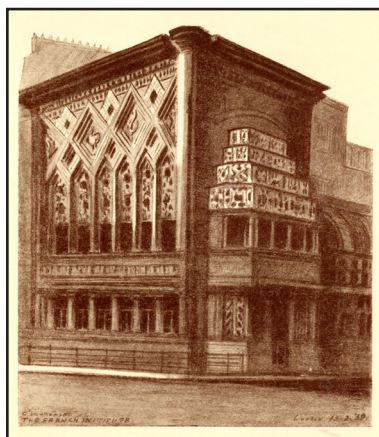


Figure 3 Dessin du bâtiment de l'Institut français du Royaume-Uni (1939), façade conçue par l'architecte Patrice Bonnet. (Archives de l'IFRU)

Les discours prononcés lors de l'inauguration se placèrent sous le signe des échanges intellectuels et artistiques, rappelant la générosité des Britanniques qui avaient en effet abrité gracieusement, puis à très faible prix, l'IFRU à Cromwell Gardens (Londres) entre 1921 et 1927. Le recteur Hardy, président du conseil de l'Université de Lille déclara :

« Il ne s'agit pas ici d'une institution simplement transplantée d'un lieu dans un autre ; c'est bel et bien le produit d'une adaptation minutieuse et d'une collaboration fervente, c'est une œuvre où s'est affirmée spontanément et non sans mérite, l'entente profonde de deux âmes fraternelles. » (Discours de l'inauguration, Archives de l'IFRU)

Cette entente entre les deux peuples se matérialisait en effet dans l'organisation interne de l'IFRU, dont le conseil d'administration, majoritairement composé de Britanniques, était dirigé depuis 1913 par Lord Askwith, ancien membre du Bureau du Commerce (Board of Trade) et président, dans les années 1920, du Fair Wages Advisory Committee. Lors de l'inauguration, Askwith rendit hommage à Emile Mond et Eugène Karminsky, respectivement industriel et banquier, tous deux citoyens britanniques qui avaient aidé au financement de l'IFRU à ses débuts. Les Anglais jetèrent un œil bienveillant sur cette œuvre française, construite grâce à la coopération des deux peuples. La presse insista

également sur la réciprocité entre Français et Anglais. « Le mot de propagande est trop laid pour être utilisé en lien avec le nouvel Institut français »⁴ déclara le *Times* du 18 mars 1939 dans un article consacré à la culture française à Londres.

La situation internationale donnait évidemment une signification particulière aux relations culturelles des deux pays mais la succession des discours prononcés lors de l'inauguration de l'IFRU illustra les pratiques de la diplomatie culturelle, les locuteurs passant volontiers sous silence l'actualité politique mondiale. Seuls le président de la République et Georges Duhamel, académicien et conférencier à l'IFRU, semblèrent faire allusion aux comportements des dictatures, le premier concluant : « *Ainsi l'Institut français servira la grandeur de nos deux pays. (...) Puisse l'union spirituelle de nos deux peuples prospérer et servir de modèle aux autres nations* » (discours de l'inauguration, Archives de l'IFRU). Georges Duhamel fut à peine plus évocateur lorsqu'il conféra aux institutions culturelles telles que l'IFRU « *dans une humanité très hésitante et très soucieuse, la chance [pour les peuples français et britanniques], de confronter leurs systèmes de culture, de comparer leurs sentiments et d'accorder leurs efforts* » (discours de l'inauguration, Archives de l'IFRU). Si, durant la Grande Guerre, l'inauguration des lycées français de Londres (il y avait en effet deux lycées - un pour les jeunes filles, un pour les garçons) par l'ambassadeur Paul Cambon avait offert une tribune à celui-ci pour réaffirmer l'importance de combattre « la diffusion du germanisme » (discours de Paul Cambon repris dans le *Manchester Guardian*, 25 mars 1915), le ton en mars 1939 fut en harmonie avec la politique passive de la France et l'Angleterre vis-à-vis de l'Allemagne.

Les discours prononcés par Lebrun les jours qui suivirent ne furent guère plus incisifs : les actions de l'Allemagne n'y furent mentionnées qu'en filigrane et par opposition à l'exemple donné par les peuples français et britanniques, partageant « *la même passion pour la liberté, le même attachement à ces institutions démocratiques qui veillent et garantissent au droit de conscience, la même foi en l'idéal de relation de paix entre les peuples fondés sur le respect des promesses faites* »⁵ (Discours de Lebrun cité dans le *Daily Telegraph*, 23 mars 1939, prononcé lors de la réception au London City Council le 22 mars).

Comment la presse britannique - qui, à l'occasion de l'agrandissement du lycée français au début des années 1960, parlera d' « invasion française » (*Daily Express*, 29 novembre 1960) - réagit-elle à cette inauguration, et plus globalement, à l'évidente politique culturelle mise en place par la France en Angleterre ?

L'inauguration de l'IFRU fut l'occasion d'en découvrir ou redécouvrir les activités. Nombreux journaux français et britanniques mirent en lumière les différentes sections de l'IFRU d'une façon extrêmement convenue. On ressassa les lieux communs des relations franco-britanniques, insistant sur les idéaux partagés par les deux pays ou encore sur les ressemblances entre ces deux nations démocratiques qui trouvaient leur prolongement dans le lien culturel, symbolisé par l'inauguration de l'IFRU.

Parmi les différents départements qui constituaient l'IFRU, le lycée fut celui

qui attira le plus d'attention. Les Britanniques s'étonnèrent que l'on puisse y faire la totalité de sa scolarité. Le lycée possédait en effet des sections allant de la maternelle au baccalauréat, ainsi que des classes de secrétariat et classes commerciales pour les jeunes adultes. Les journalistes se firent un plaisir de noter que parmi les 375 élèves français et de vingt autres nationalités

scolarisés au lycée figuraient la plus jeune fille de Winston Churchill ainsi que les enfants de plusieurs ambassadeurs et consuls (*Shields Evening News*, 21 mars 1939, *Daily Herald*, 22 mars 1939). Le prestige de la langue et la culture française associé à une structure gérée tout autant par des Français que par des Anglais était vu de façon extrêmement positive par la presse britannique. Le système éducatif français fut souvent analysé comme un atout de la culture française.



Figure 4 Des lycéennes décorent le gymnase du lycée en vue de l'inauguration, mars 1939. (Archives de l'IFRU)

En comparaison, il n'y avait pas à la même période de centre culturel allemand en Angleterre, même s'il existait - comme c'était le cas au sein de la communauté française - des associations regroupant les Allemands de Grande Bretagne. Ce n'est qu'en 1958 que fut fondé le « German Culture Institute » sur Exhibition Road (South Kensington, Londres) ; il

prit le nom de Goethe Institute en 1962. Néanmoins, les tentatives formées par le parti national-socialiste de créer des attachés culturels dès 1937 ou encore de promouvoir la culture allemande à Londres furent largement critiquées par la presse et surveillées de près par le gouvernement britannique. Ce dernier n'avait d'ailleurs pas hésité à expulser du territoire un groupe de journalistes qui menait des activités « culturelles » flirtant avec la propagande (« Culture or Propaganda », *The Western Morning News*, 1 septembre 1937).

L'effet miroir : observer la présence culturelle française à Londres/ questionner l'action culturelle britannique à Paris

L'admiration provoquée par l'IFRU en tant que vitrine de la culture française en Angleterre et la présence d'un lycée français où étaient scolarisés plusieurs centaines d'élèves provoquèrent une série de questionnements dans la presse

anglaise au sujet de l'action culturelle britannique en France et dans le monde.

Dans le cas français, les débuts de l'action culturelle avaient accompagné la colonisation et furent liés à la volonté de certaines universités de posséder des centres de recherche et d'enseignement à l'étranger.⁶ Le British Council (BC) n'avait été fondé au sein du Foreign Office qu'en 1934. Selon Taylor, il avait pour « *objectif de perpétuer l'apparence de pouvoir dans l'esprit des étrangers de l'époque, alors qu'une propagande hostile venait de commencer à mettre au jour la dure réalité du déclin britannique* »⁷ (Taylor, 1981 : 173). L'Angleterre avait en effet été lente à développer sa diplomatie culturelle, préférant concentrer ses efforts sur son empire (Taylor, 1981 : 127) et émettant des craintes quant aux coûts et aux bénéfices d'une telle action (Okret-Manville, 2006 : 17). Tandis que les tensions internationales grandissaient et que les autres nations prenaient de l'avance dans le domaine de la diplomatie culturelle (Taylor, 1981 : 137),⁸ les financements du British Council, initialement très limités, furent doublés à partir de 1937 en partie afin de répondre à la propagande hostile de l'Allemagne et de l'Italie (Taylor, 1981 : 164). Progressivement, le BC s'implanta dans les pays d'Europe centrale et du pourtour méditerranéen les plus fragilisés par la propagande fasciste (Okret-Manville, 2006 : 20).

En France, le réseau culturel britannique se reposait sur des associations privées et sur l'Institut britannique fondé en 1927 et soutenu par l'Université de Paris et l'ambassade du Royaume-Uni en France. Il avait pour but de « répandre à Paris, dans le grand public, la connaissance et le goût des choses anglaises, par des cours, des conférences et tous les autres moyens adéquats » (actes de la fondation de l'Institut britannique à Paris, cité dans Okret-Manville, 2006 : 19). Dans les faits, l'Institut britannique accueillait surtout des étudiants anglophones désireux d'apprendre la langue française. Ainsi, la portée de l'action culturelle sur la population parisienne demeurait très faible et cette institution ressemblait donc peu à l'IFRU. Pourtant la presse n'hésitait pas à comparer les deux institutions, notant les dépenses importantes de l'État français pour la construction d'un nouveau bâtiment. Un journal spécialisé dans l'architecture soulignant que ce bâtiment, payé de la poche des contribuables français, avait fourni des emplois aux Anglais, conclut: « Il faut espérer que quelque chose de la sorte soit faite pour l'Institut britannique de Paris qui fut créé il y a plus de douze ans par trois anciens ambassadeurs en France, Lord Crewe, Lord Derby and Lord Hardinge. Les bâtiments actuels de l'Institut dans la rue de la Sorbonne sont extrêmement délabrés et tout à fait indignes du prestige de l'Empire britannique »⁹ (*The Illustrated Carpenter and Builder*, 10 mars 1939).

En 1937, le BC fut représenté officiellement à Paris par la Travel Association qui avait pour but d'encourager les relations commerciales entre pays mais ce ne fut véritablement qu'à la fin de la Seconde guerre mondiale qu'il mit en place une politique culturelle forte à l'égard de la France (Okret-Manville, 2006 : 20).

Conclusion

« Dans ces temps où les violences politiques prennent une part importante dans nos vies, il est rassurant d'avoir connaissance des influences discrètes

mais puissantes qui travaillent à la diffusion des cultures comme la nôtre et celle de la France. » (*Schoolmaster*, 23 mars 1939)¹⁰

L'inauguration par le président Lebrun et la princesse royale de l'Institut français du Royaume-Uni ainsi que la rencontre du chef de l'État avec les représentants des associations franco-britanniques mirent en lumière les liens - autres que politiques - qui unissaient les deux pays.

Les Britanniques portèrent un regard bienveillant sur l'implantation en territoire londonien d'une institution culturelle et d'un établissement scolaire français. Cette attitude, peu surprenante entre deux pays alliés, est également due à la réciprocité de la politique culturelle extérieure de la France. En outre, cette culture constituait pour les contemporains un socle de valeurs communes que revendiquaient les deux pays et qui apparaissaient très clairement dans les discours prononcés : la démocratie, le respect des traités, la justice. Les liens entre la France et l'Angleterre n'étaient donc pas perçus comme de simples obligations légales, comme le rappelait Chamberlain à la Chambre des Communes en mars 1939 (*Birmingham Mail*, 22 mars 1939). L'Entente cordiale était d'autant plus importante que les appuis européens des Français et des Anglais - la Pologne, les pays de la Petite Entente, l'Union Soviétique, l'Italie - devenaient instables ou disparaissaient (Davis, 2001 : 188). Cependant, si la visite de Lebrun fit la première page de nombreux quotidiens français, elle n'occupa bien souvent que quelques colonnes dans les publications anglaises.

Cette proximité politique et culturelle ainsi que le soutien que souhaitait apporter l'Angleterre à la France en cas d'attaque de l'Allemagne constitua un terreau favorable pour le développement extraordinaire du projet d'Union Franco-britannique qui sera formulée en juin 1940 par le Cabinet de Guerre (War Cabinet) et qui aurait permis à la France de poursuivre la guerre en offrant la bi-citoyenneté aux peuples français et britanniques (Bell, 1996 : 249).

Bibliographie

Azéma, J.-P. et Winock, M. 1976. *La troisième République (1870-1940)*. Paris : Calmann-Lévy.

Bell, P.M.H. 1996. *France and Britain 1900-1940: Entente & Estrangement*. Londres : Longman.

Chevalier, K. 2012. *The Institut français du Royaume-Uni : behind the scenes/ Les arcanes de l'Institut français du Royaume Uni : l'histoire d'un bâtiment*. Film documentaire de 25 min. Londres.

Cornick, M. 2011. « War, Culture, and the British Royal Visit to Paris, July 1938 ». *Synergies*, n° 4, pp. 151-62.

Davis, R. 2001. *Anglo-French relations before the Second World War: Appeasement and Crisis*. Basingstoke : Palgrave.

Huddleston, S. 1939. « France and the Crisis ». *Contemporary Review*, n° 155, p. 530.

Lowe, R. 2011. Askwith, George Ranken, Baron Askwith (1861-1942). In : *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford : Oxford University Press, édition en ligne.

Murry, J.M. 1939. « What is Man ? ». *Times Literary Supplement*, 1945, p. 281.

Okret-Manville, C. 2006. Le gouvernement britannique et sa politique culturelle en

France (1919-1953). In : *L'Entente cordiale : cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Cooper-Richet, D. et Rapoport, M. (dir.). Paris : Créaphis.

Ory, P. 1994. *La Belle illusion: culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*. Paris : Plon.

Rapoport, M. 2013. The London French from the Belle Époque to the end of the inter-war period (1880-1939). In: *A History of the French in London: liberty, equality, opportunity*, Kelly, D. et Cornick, M. (eds.), Londres : IHR.

Roche, F. et Piniau, B. 1995. *Histoires de la Diplomatie Culturelle des Origines à 1995*, Paris : La documentation française.

Taylor, P.M. 1981. *The projection of Britain : British overseas publicity and propaganda 1919-1939*. Cambridge : Cambridge University Press.

Ulrich-Pier, R. 2004. The 1930s. In: *Cross Channel Currents, 100 Years of the Entente Cordiale*, Mayne, R., Johnson, D. et Tombs, R. Londres : Routledge.

Archives

Archives de l'Institut français du Royaume-Uni (A-IFRU). Coupures de presse : *Birmingham Mail, Daily Express, Daily Herald, Daily Mail, L'Information universitaire, Shields Evening News, Schoolmaster, The Illustrated Carpenter and Builder, The Queen, The Times, The Western Morning News*.

A-IFRU, Dossier de la construction des nouveaux bâtiments de l'IFRU et leur budget.

A-IFRU, Dossier de l'inauguration de 1939 - photographies.

A-IFRU, Programme des cours publics de l'IFRU, avril-juin 1939.

Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN) 378 PO CH 273 Institut français du Royaume-Uni 1925-36.

CADN 378 PO CH 608 Propagande.

La Revue française (janvier-mai 1913).

The New Statesman and Nation (1939).

The State Visit of the French President, 23 mars 1939, (Pathé) <http://www.britishpathe.com/video/state-visit-of-the-french-president>. Consulté le 17 juin 2013.

Notes

¹ Texte original (toutes les traductions incluses dans le corps du texte sont de l'auteur) : 'Their divergences in the past have been great and grievous, and it is possible that in the future there will be divergences. But in the present state of the world, and doubtless for a long time to come, they are, and must be, indissolubly joined together, and must act as one in the foreign field.'

² Archives du Ministère des affaires étrangères de Nantes, 378 PO CH 608 Propagande Télégramme de Yvon Delbos à Corbin, 22 juillet 1936.

³ 'Evidently one would like to see *Phèdre* or *Britannicus*, *L'Avare* or *Le Misanthrope*, and modern plays by Claudel or Mauriac, Giraudoux or Cocteau.'

⁴ 'Propaganda is too ugly a word to be used in connexion with the new Institut Français.'

⁵ '... the same passion for liberty, the same attachment to those democratic institutions which protect and guarantee the rights of conscience, the same faith in the ideal of peaceful relations between peoples founded on the respect for the given word.'

⁶ Les premiers Instituts français furent fondés à Florence (1907), Madrid (1909) puis Saint

Petersburg (1911/12).

⁷ 'The British Council was created partly to perpetuate the appearance of power in the minds of foreigners at a time when hostile propaganda was beginning to expose the harsh realities of Britain's decline.'

⁸Taylor cite notamment l'Union Soviétique et son « All Union Society for Cultural Relations with Foreign Country » créé en 1925, ou encore l'Italie, qui, en 1926 sous l'impact de Mussolini, avait débuté l'établissement de centres culturels à l'étranger.

⁹'It is to be hoped that something of the same kind may be done for the British Institute in Paris, which was founded over twelve years ago by Lord Crewe, Lord Derby and Lord Hardinge, three ex-Ambassadors to France. The present buildings of the Institute in the rue de la Sorbonne are extremely shabby and quite unworthy of the prestige of the British Empire.'

¹⁰ 'In these times when the more violent aspects of politics fill so great a part of our lives it is good to know of the quiet but powerful influences which are working towards the spreading and making more widely known of cultures like our own and the French.'